

Comment arrêter le génocide au Darfour et pourquoi c'est impossible

Enseigne de vaisseau Brendon J. Mills, U.S. Naval Academy



(AFP Photo, Albany Associates, Stuart Price)

Des soldats nigériens servant dans la Mission des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour (MINUAD) montent la garde durant une inspection dans le sud du Darfour le 10 mars 2008.

LE 25 AVRIL 2003, deux groupes rebelles, l'Armée de libération du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité, ont attaqué l'aéroport d'El Fasher au Darfour, au Soudan, tuant 75 soldats du gouvernement soudanais et détruisant sept avions du gouvernement.¹ En réponse à cela, le gouvernement soudanais de Khartoum lança une campagne de contre-insurrection afin de mettre un terme à la rébellion au Darfour occidental par l'intermédiaire de milices soutenues par l'armée de terre et l'armée de l'air. À ce jour, quatre cent mille personnes sont mortes à cause de cette campagne de contre-insurrection et plus d'1,3 millions ont été déplacés.² Si un génocide se produisait aux États-Unis et touchait le même pourcentage de la population américaine, 20 millions d'Américains mourraient et 65 millions seraient déplacés.³

Le monde répondit à la violence au Darfour avec deux opérations. La première, la Mission de l'Union Africaine au Soudan (MUAS), débuta en 2004. La Mission de l'Union Africaine au Soudan se chargea initialement de surveiller l'application de l'accord d'Addis Abeba du 28 mai 2004, qui établissait un cessez-le-feu temporaire entre le gouvernement et l'Armée de Libération du Soudan. Toutefois, les deux parties violèrent ce cessez-le-feu et la MUAS resta en tant qu'observateur, incapable de stopper la violence.⁴ En 2005, la MUAS reçut un mandat plus large afin de protéger les civils au sol, mais les soldats africains qui composaient la force de maintien de la paix de la MUAS n'étaient pas assez nombreux et non qualifiés pour pouvoir mettre un terme au génocide.

La deuxième opération (l'opération actuelle) établie pour ramener la paix au Darfour, la Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour (MINUAD), est sous la houlette à la fois des Nations Unies et de l'Union Africaine, cependant, tout comme la MUAS, elle ne dispose pas de la capacité d'arrêter le génocide. En juillet 2007, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a reconnu l'échec de la MUAS et passé la résolution 1769, qui autorisait l'établissement d'une force comprenant 24000 soldats pour le Darfour tout en définissant un mandat fort visant à protéger les civils présents sur place.⁵ Cette résolution n'a toutefois pas conduit à la paix au Darfour.

La principale raison expliquant le manque de succès de la MINUAD est que cette dernière, tout comme la MUAS, a uniquement à sa disposition des soldats africains de qualité limitée. Le gouvernement soudanais s'est

Brendon J. Mills est un enseigne de vaisseau première classe à la U.S. Naval Academy. Il a été stagiaire à la Defense

Intelligence Agency.

assuré qu'aucun soldat du occidental monde ne serait déployé au Darfour, refusant d'accepter la Résolution 1769 si elle ne comprenait pas un accord sur le statut des forces exigeant que les militaires occidentaux interviennent uniquement si les soldats africains ne le pouvaient pas.⁶ Le gouvernement soudanais a pu parvenir à cet accord parce que, comme l'a

...les États-Unis représentent le seul acteur capable de créer, au niveau de la force de maintien de la paix, les changements dont le Darfour a besoin pour connaître la paix.

écrit Lydia Polgreen, du *New York Times*, « Lors de l'organisation de précédentes missions (de maintien de la paix) de grande envergure au Congo, au Libéria et en Sierra Leone, les gouvernements centraux de ces pays s'étaient effondrés ou étaient si faibles qu'ils avaient peu d'autres choix que d'accepter les forces de maintien de la paix ».⁷

Malheureusement, en raison de ses réserves de pétrole et de ses relations avec des puissances mondiales, le gouvernement soudanais demeure relativement fort et peut revendiquer sa souveraineté et dicter la nature de la force de maintien de la paix déployée sur son territoire.⁸

Sans la participation d'une force militaire de grande qualité à ses opérations, la MINUAD ne peut pas réussir. Selon Polgreen :

Même les soldats stationnés [au Darfour], l'ancienne force de l'Union Africaine et les deux nouveaux bataillons [des forces de Nations Unies], manquent d'équipement essentiel, tels qu'un nombre suffisant d'hélicoptères et de véhicules de transport de personnel (blindés), pour mener à bien les tâches de maintien de la paix les plus rudimentaires.⁹ Certains soldats ont même dû acheter leur propre peinture pour repeindre leur casque vert avec la couleur bleue des Nations Unies.¹⁰

En outre, la MINUAD ne dispose ni du mandat ni des forces nécessaires pour mettre un terme aux opérations aériennes du gouvernement soudanais contre les civils. Tant qu'elle ne dispose pas de soldats correctement équipés et formés ou des moyens lui permettant d'arrêter les frappes aériennes contre les cibles civiles, la MINUAD continuera d'échouer ; il est clair que les opérations de maintien de la paix au Darfour doivent changer pour mettre un terme au génocide dans cette région.

Zone d'exclusion aérienne et maintien de la paix

En leur qualité de puissance prédominante dans le monde aux niveaux militaire et économique, les États-Unis représentent le seul acteur capable de créer, au niveau de la force de maintien de la paix, les changements dont le Darfour a besoin pour connaître la paix. Lors d'une élocution à la Naval Academy en 2007, Max Boot, chargé de recherche au Council on Foreign Relations, a conseillé d'envoyer Blackwater (désormais appelé « Xe »), la société militaire privée, au Darfour afin de mettre un terme au génocide pour le maigre prix de 40 millions USD.¹¹ Combiné à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour, l'envoi de contractuels militaires privés sur le terrain est une option viable pour une fin rapide et peu onéreuse du génocide. Les analyses des zones d'exclusion aérienne précédemment imposées au-dessus du nord et du sud de l'Iraq et les actions des sociétés militaires privées sud-africaines en Angola et en Sierra Leone suggèrent que les États-Unis pourraient mettre fin au génocide au Darfour en mettant en place une telle zone au-dessus du Darfour et en introduisant des contractuels militaires capables de multiplier la force de la MINUAD.

Au cours de l'opération « Provide Comfort » et des Opérations « Northern Watch » et « Southern Watch », les États-Unis ont prouvé l'importance de rôle joué par l'impossibilité de survol dans la lutte contre les crimes contre l'humanité soutenus par les États. Après la guerre du Golfe en 1991, le gouvernement iraquien de Saddam Hussein lança une campagne visant à contrôler la population kurde rebelle au nord de l'Iraq et la population shiite au sud de

l'Iraq, après la défaite de l'Iraq par les forces de coalition. Les militaires iraqiens utilisèrent des hélicoptères d'attaque dans les deux régions de manière extensive. Dans le nord de l'Iraq, les hélicoptères d'attaque employèrent du napalm et des armes chimiques sur les cibles civiles.¹² Les États-Unis répondirent avec l'opération « Provide Comfort » au nord, qui se développa en opération « Northern Watch » en 1996. Les États-Unis lancèrent l'opération « Southern Watch » dans le sud de l'Iraq en 1992.

Les États-Unis et ses alliés utilisèrent des avions de combat et de patrouille pour atteindre la supériorité aérienne et mettre un terme à la persécution aérienne des Kurdes et des Shiites par l'Iraq. L'opération « Northern Watch » maintint la supériorité aérienne au-dessus des régions kurdes au nord de l'Iraq de 1996 à 2003, à l'aide d'environ 50 avions de combat et de soutien.¹³ Si l'on se base sur le fait que l'U.S. Air Force avait plus de 2000 avions de combat à sa disposition, l'opération « Northern Watch » constituait un engagement qui a produit d'excellents résultats.¹⁴

...ces observations indiquent que l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour au moyen de l'aviation américaine serait une méthode facile et peu coûteuse pour mettre un terme à l'utilisation de l'aviation par le gouvernement soudanais contre les cibles civiles.

Le commandant Michael McKelvey affirme que les deux zones d'exclusion aérienne en Iraq ont conduit « à l'élimination de l'aviation iraquienne dans les deux zones d'opération, ... à

la fin de l'utilisation des moyens aériens contre les civils innocents et à un environnement adéquat pour d'autres actions militaires des alliés ».¹⁵

Ces observations indiquent que l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour au moyen de l'aviation américaine serait une méthode facile et peu coûteuse pour mettre un terme à l'utilisation de l'aviation par le gouvernement soudanais contre les cibles civiles.

Le gouvernement soudanais utilise des bombardiers et des hélicoptères d'attaque russes pour attaquer les cibles civiles au Darfour. Scott Straus, professeur assistant de sciences politiques à l'University of Wisconsin, décrit le rôle intégral rempli par les attaques aériennes : « L'armée de l'air soudanaise a participé à des attaques en bombardant des villages avant que les soldats et les milices lancent les attaques au sol. Il existe énormément de preuves que la milice, l'armée de terre et l'armée de l'air travaillent de manière coordonnée ».¹⁶

Brian Steidle, le personnage principal du livre et du documentaire intitulés *Le Diable Est Arrivé à Cheval* décrit avec force les frappes de l'armée de l'air soudanaise contre des cibles civiles : « Le GDS [gouvernement du Soudan] faisait parfois « tomber » des bombes en les envoyant en dehors des Antonovs ».¹⁷

D'autres rapports affirment que le GDS ciblait les civils en larguant des bombes de mortiers à partir de l'arrière des avions pendant qu'ils survolaient des villages ou qu'ils remplissaient des bidons de plus de 200 litres d'explosifs et d'éclats et les faisaient rouler en dehors des avions. Ce n'était pas une opération de haute technologie, mais c'était mortel.¹⁸ Ces tactiques, bien que rudimentaires, ont rempli les objectifs du gouvernement au Darfour, car, comme l'écrit Alan Kuperman, elles « parviennent à déclencher la terreur, ce qui force les gens à fuir leur village ».¹⁹

Comme précédemment mentionné, la Mission de Nations Unies au Soudan ne dispose ni de la capacité ni du mandat nécessaires pour arrêter l'utilisation par le gouvernement soudanais de l'aviation militaire contre les cibles civiles au Darfour; cependant, si les États-Unis établissaient une zone d'exclusion aérienne

au-dessus du Darfour, cet aspect aérien de la violence au Darfour s'arrêterait.²⁰ Les pilotes de l'armée de l'air soudanaise ne volerait pas contre des avions américains car, en leur qualité de mercenaires et de contractuels de l'ancienne armée de l'air soviétique, leur principale motivation, en tant que pilotes, est de gagner de l'argent, argent dont ils ne pourraient bien entendu pas profiter s'ils étaient tués.²¹ La simple présence d'avions américains au-dessus du Darfour convaincrerait ces pilotes de ne pas voler et mettrait un terme aux attaques aériennes contre les civils. Si les pilotes essayaient de défier la zone d'exclusion aérienne, les chasseurs américains pourraient facilement détruire leurs avions sans subir la moindre perte, comme cela a été le cas en Iraq pendant plus de dix ans.²²

Utilisations de contractuels militaires privés dans les forces de maintien de la paix

Une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour, ne suffirait toutefois pas à mettre un terme au génocide. Les zones d'exclusion aériennes ne peuvent pas arrêter à elles seules l'épuration ethnique, en particulier lorsque les forces au sol causent la majorité des atrocités. De tels conflits nécessitent l'inclusion d'éléments d'établissement de la paix au sol. McKelvey écrit :

La puissance aérienne présente des limites nettes dans le degré de contrôle qu'elle peut exercer sur un opposant. Le manque de forces au sol pour soutenir l'opération « Southern Watch » a fortement réduit la capacité à protéger les shiites au sol. . . . L'opération « Provide comfort », d'un autre côté, a employé avec succès des forces au sol et aériennes afin d'arrêter l'oppression des Kurdes dans le nord de l'Iraq.²³

Selon cette opinion, des éléments efficaces au sol demeurent une composante nécessaire à toute stratégie visant à stopper le génocide au Darfour.

Les contractuels militaires privés constituent une option rentable et viable dont disposent les décideurs pour amener des éléments efficaces au sol au Darfour afin d'arrêter le génocide. Le cas de la société militaire privée sud-africaine

Executive Outcomes (EO) en Angola et en Sierra Leone durant les années 90 fournit un exemple convaincant de la façon dont les contractuels peuvent faciliter l'arrêt de conflits africains de manière peu onéreuse et efficace. Executive Outcomes a été créée en 1989, alors que l'apartheid se terminait en Afrique du Sud. En raison des lois post-apartheid, un grand nombre de soldats des forces spéciales sud-africaines se sont retrouvés sans emploi et les fondateurs d'EO, eux-mêmes anciens soldats des forces spéciales sud-africaines, ont profité de cette situation sur le marché du travail pour créer la société. Les niveaux élevés de formation et d'expérience du personnel d'EO ont engendré la création d'une force de combat extrêmement efficace.²⁴

Executive Outcomes réalisa deux interventions extrêmement réussies en Afrique au cours des années 90 et servit de « multiplicateur de force » et de force de combat ayant conduit à la mise à terme de deux conflits qui n'étaient pas différent du génocide au Darfour. En Angola, Executive Outcomes combattit au nom du gouvernement angolais contre les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Executive Outcomes déploya sur le terrain environ 550 hommes et forma plus de 5000 soldats et 30 pilotes.²⁵ En moins d'un an, les forces angolaises formées par EO conduisirent les rebelles de l'UNITA, qui contrôlaient 85 pourcent des régions non urbaines de l'Angola en 1993, à signer le

Début 1996, 120 membres d'EO, soutenus par des hélicoptères d'attaque, bloquèrent une offensive forte...

Protocole de Lusaka en novembre 1994, pour mettre fin aux combats et faciliter la tenue de nouvelles élections.²⁶

En plus d'agir comme un multiplicateur de force, Executive Outcomes sécurisa des zones vitales pour le gouvernement et les unités



Photo AP, HO

Handsome Ndlovu, Steyn Marais et Renier van Der Merwe posent à côté d'un hélicoptère MI-8 de fabrication russe dans la province angolaise de Lunda Sul, fin 1994. Les trois hommes, tous soldats pour la société sud-africaine Executive Outcomes, ont été portés disparus par la société plusieurs jours après que cette photo a été prise et sont présumés avoir été tués par l'UNITA, le mouvement rebelle angolais.

soutenues par le gouvernement. Le personnel d'EO saisit plusieurs mines de diamants et installations pétrolières aux forces rebelles, aidant ainsi à financer l'effort de guerre du gouvernement, tout en réduisant la capacité de l'UNITA à poursuivre sa rébellion.²⁷ Les pilotes d'EO fournirent un soutien aérien aux troupes gouvernementales au sol et au personnel de l'EO durant les combats. Les pilotes « appartenant à Ibis Air — dont EO était un actionnaire important — réalisèrent des missions de combat avec des MI-8, des MI-17 et des MiG 23 ».²⁸

Le succès d'Executive Outcomes comme multiplicateur de force et élément de combat fut obtenu à un coût relativement restreint, en comparaison à d'autres interventions humanitaires. Vines indique que « les activités d'EO en Angola coûtèrent 60 millions USD et engendrèrent 20 morts ». Ce faible prix a mené à une résolution de paix pour un conflit qui, à son apogée, tuait plus de 1000 personnes par jour.²⁹

Le Protocole de Lusaka ne dura cependant pas. En 1997, la guerre civile entre l'UNITA

et le gouvernement angolais recommença. Le Protocole de Lusaka ordonnait que Executive Outcomes quitte l'Angola, ce qui empêcha le gouvernement d'être capable de garantir une sécurité à long terme et de mettre un terme au conflit.³⁰

En Sierra Leone, Executive Outcomes fournit des services similaires et obtint des résultats similaires. Le Front Révolutionnaire Uni, lors d'une campagne de quatre ans contre le gouvernement, gagna le contrôle de la plus grande partie du pays, causant la perte de 15000 vies et le déplacement de 1,5 millions des 4 millions d'habitants du pays.³¹ La Sierra Leone engagea Executive Outcomes en mai 1995, comme multiplicateur de force, élément de combat et fournisseur de soutien aérien pour les 14000 membres de l'armée sierra-léonaise.³²

Tout comme en Angola, Executive Outcomes, accompagné des forces sierra-léonaises qu'elle forma, parvint à une réussite rapide et impressionnante contre le Front Révolutionnaire Uni. Vines décrit les opérations EO de la manière suivante :

L'avancement militaire d'[Executive Outcomes] (en Sierra Leone) fut rapide. Une fois encore, la société agit comme un multiplicateur de force fournissant des services techniques, des forces de combat et une formation limitée. Fin janvier 1996, les forces soutenues par [Executive Outcomes] avaient repris les mines de rutile et de bauxite sur la côte sud. . . [Executive Outcomes] affirme que seulement deux de ses employés furent tués durant ses opérations, qui durèrent un an et demi. Tout comme en Angola, un cessez-le-feu suivit, en novembre 1996.³³

Début 1996, 120 membres d'EO, soutenus par des hélicoptères d'attaque, bloquèrent une offensive forte contre la capitale de Freetown par les forces du Front Révolutionnaire Uni, en supériorité numérique, démontrant ainsi, plus fortement qu'en Angola, les qualités dont ils pouvaient faire preuve en tant que force de combat efficace contre des milices de piètre qualité.³⁴ En outre, les opérations d'EO en Sierra Leone coûtèrent la somme relativement pas élevée de 35 millions USD.³⁵

Ces interventions en Angola et en Sierra Leone fournissent un modèle de la manière dont une société privée militaire pourrait se déployer au Darfour et apporter de la stabilité à cette région. Littéralement «Diables à cheval» les janjawids sont une « cavalerie tribale arabe montant des chevaux et des chameaux et portant des fusils » payée sous forme de butins ; ils représentent donc l'option bon marché pour la contre-insurrection.³⁶ Le faible coût des janjawids signifie qu'ils constituent des unités de piètre qualité similaires au Front Révolutionnaire Uni ou à l'UNITA. Brian Steidle a affirmé que les forces soudanaises au Darfour et les janjawids « ne représentaient pas une entité bien structurée ou disciplinée ». En comparaison aux normes [militaires] occidentales, leurs capacités sont très restreintes ». ³⁷ Une société privée telle que Blackwater (Xe), DynCorp ou Sandline International pourrait se déployer au Darfour, utilisant le modèle de Executive Outcomes, et neutraliser de manière efficace les unités gouvernementales et les janjawids, inférieurs, sous la couverture d'une zone d'exclusion aérienne protégée par les États-Unis.

Au Darfour, une société privée pourrait agir efficacement en tant que multiplicateur de force pour la MINUAD en utilisant des hélicoptères, son propre personnel et des avions de surveillance afin de sécuriser les villages menacés et les camps de personnes déplacées dans le pays jusqu'à ce que des troupes de l'ONU puissent le faire efficacement par elles-mêmes. La zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour permettrait aux unités contractuelles d'utiliser des drones et des hélicoptères pour surveiller les villages et les camps en danger, de déplacer rapidement des unités au sol vers les zones attaquées par les janjawids, puis de déployer les éléments nécessaires, au sol et dans l'air, pour défendre le village ou le camp. Cet objectif pourrait requérir un nombre limité de contrats, puisque, comme l'a prouvé Executive Outcomes aux abords de Freetown contre le Front Révolutionnaire Uni, quelques contractuels hautement formés et compétents suffisent à vaincre un grand nombre de miliciens de piètre qualité. La capacité de déplacer des soldats avec des hélicoptères et de procéder à des missions de reconnaissance aériennes leur permettrait de couvrir de larges zones avec un nombre limité de soldats, puisque,



Photo AP, Marcelo Hernandez

Des milliers de personnes déplacées reçoivent de la nourriture dans un centre de secours en dehors de Kuito, en Angola, le 14 juin 2002. Près de 30 ans de guerre civile ont laissé la plupart du pays en ruines et les Nations Unies affirment que jusqu'à un demi million de personnes sont menacés de famine.

au lieu de défendre chaque village et chaque camp, ils pourraient surveiller les mouvements des janjawids et se rendre uniquement dans les zones que ces derniers attaquent.

Tandis que les éléments contractuels apportent de la sécurité aux villages et aux camps du Darfour, leur composante de multiplicateur de force pourrait former les soldats de la MINUAD afin qu'une force de stabilisation permanente demeure au Darfour en tant que force de maintien de la paix. Toutefois, pour que la paix puisse être maintenue, elle doit en premier lieu exister. Les éléments de combat contractuels pourraient fournir la force nécessaire pour amener la paix, puis les soldats de la MINUAD formés par la société privée pourraient prendre la relève afin de garantir la stabilité à long terme, évitant ainsi qu'une guerre civile ne recommence.

Même si les éléments de combat ne pouvaient pas pousser le gouvernement soudanais à signer un accord mettant un terme au génocide, la zone d'exclusion aérienne et les moyens contractuels pourraient rester en place pendant de nombreuses années étant donné leur faible coût. Si l'on se base sur le coût de Executive Outcomes en Angola et en Sierra Leone, le chiffre de 40 millions USD avancé par Boot serait probablement suffisant pour que des contractuels opèrent au Darfour pendant six mois.³⁸ Les États-Unis ont affecté 192,4 millions USD au Darfour en 2004.³⁹ L'ONU dispose actuellement de plus d'1,7 milliard USD destinés aux efforts de maintien de la paix au Darfour.⁴⁰ Le coût d'une société privée représenterait donc une somme relativement faible pour les États-Unis ou l'ONU, en particulier au vu du potentiel énorme des contractuels pour mettre un terme au génocide du Darfour.

Défis politiques

Pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas établi de zone d'exclusion aérienne ni introduit de société privée au Darfour ? Il existe de nombreuses raisons à cela. Certaines personnes, certains gouvernements, certaines sociétés, la communauté internationale et l'armée américaine ne sont que quelques unes des sources de l'inaction en ce qui concerne le Darfour et disposent tous d'une raison différente de croire qu'une intervention des États-Unis est inacceptable.

Selon Samantha Power, l'une des plus grandes spécialistes des génocides, les États-Unis hésitent à intervenir pour arrêter des génocides principalement parce qu'il n'existe pas assez de pression politique nationale pour forcer les officiels élus et les dirigeants à agir. Ce n'est cependant pas le cas avec le Darfour. Dans son livre *"A Problem From Hell": America and the Age of Génocide*, couronné du Prix Pulitzer, Power écrit : « la véritable raison pour laquelle les États-Unis n'ont pas fait ce qu'ils pouvaient et ce qu'ils auraient dû faire pour stopper le génocide n'était pas un manque de connaissance ou d'influence, mais un manque de volonté ».⁴¹ Straus résume parfaitement l'idée de Power lorsqu'il déclare : « Pour gagner la bataille (contre le génocide), explique Power,

les constituants, la société civile, les décideurs d'opinions au sein de l'élite du gouvernement doivent exercer une pression sur les élus politiques afin que ces derniers créent la volonté politique nécessaire ».⁴²

Straus affirme qu'une forte coalition nationale pour une intervention au Darfour existe bel et bien, mais que d'autres sources freinent l'action de l'ONU. Dès le début du génocide au Darfour, des individus et des organisations choqués par cette tragédie ont formé un groupe d'intérêt divers et puissant. Straus écrit que la « coalition comprenait des chrétiens évangélistes, des afro-américains, des organisations des droits de l'homme, des groupes de juifs-américains et des officiels gouvernementaux ».⁴³ Ce groupe dispose d'une large influence politique. Les chrétiens évangélistes demeurent par exemple l'un des plus ferventes et loyales composantes du parti républicain, tandis que les afro-américains représentent l'une des plus avides et loyales composantes du parti démocrate. Malheureusement, comme l'explique Straus, « la pression nationale n'a pas été suffisante pour générer une politique concrète visant à mettre un terme au génocide ».⁴⁴ Straus indique que la Guerre contre le Terrorisme constitue un obstacle majeur à l'intervention des États-Unis au Darfour. En raison de l'engagement de ses soldats en Iraq et en Afghanistan et de son manque de crédibilité suite au lancement de la guerre en Iraq, les États-Unis ont du mal à rassembler le soutien international nécessaire pour intervenir.⁴⁵

Plus important encore, une série d'incidents impliquant des contractuels en Iraq a rendu leur envoi au Darfour politiquement et bureaucratiquement difficile. Le 16 septembre 2007, des employés de sécurité de Blackwater (Xe) ont tué sans raison 14 civils irakiens, créant une image de contractuels militaires à la gâchette rapide, avides d'argent, sans normes morales ni éthiques.⁴⁶ Suite à cela, la plupart des américains et des congressmans américains considèrent les contractuels militaires privés et les janjawids comme des entités similaires ; il est donc improbable que le Congrès déploie des combattants contractuels au Darfour.

Un deuxième incident impliquant la perte d'employés de Blackwater fin mars 2006 à

Fallujah, en Iraq, démontre que, bien qu'il ne s'agisse pas de militaires américains, la mort de contractuels peut présenter des ramifications politiques importantes et ramener à l'esprit ce qui s'était passé à Mogadiscio, en Somalie, dans

...en raison de l'importance énorme de la Guerre contre le Terrorisme, il est improbable que le Pentagone dépense des ressources et un temps précieux dans un effort qui ne pose pas de menace à la sécurité nationale américaine.

les années 90. Quatre contractuels de Blackwater qui traversaient Fallujah en voiture ont été attaqués, tués et mutilés. Leurs corps ont ensuite été traînés par une foule en colère à travers les rues de la ville iraquienne — une scène similaire à celle de Mogadiscio en 1993, qui a précipité la fin du dernier grand effort de maintien de la paix des États-Unis en Afrique.⁴⁷ En répercussion directe de cette tuerie, des Marines américains ont entamé l'opération « Vigilant Resolve ». ⁴⁸ Ainsi, les dirigeants américains ont dû utiliser la force militaire *en raison* de la présence de contractuels, bien qu'une des raisons principales pour utiliser ces derniers soit d'éviter d'engager des forces américaines au sol. Les crimes de Fallujah ont entaillé l'un des principaux avantages. Les États-Unis pourraient devoir retirer les contractuels militaires en raison de la pression politique nationale, comme le Président Clinton l'avait fait en Somalie, ou utiliser des forces militaires américaines pour stabiliser une situation dans laquelle des contractuels sont utilisés.

Il semble également improbable que l'armée américaine soutienne l'introduction de contractuels et l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne parce que le Pentagone ne veut pas abandonner son monopole de la

force militaire ou faire l'effort de planification bureaucratique nécessaire à la création d'une zone d'exclusion aérienne. Un officiel du gouvernement américain a indiqué que les contractuels seraient probablement retirés des rôles de combat en Iraq et en Afghanistan.⁴⁹ Le Pentagone ne soutiendra pas l'engagement de contractuels militaires pour accomplir des opérations de combat au Darfour.

Finalement, en raison de l'importance énorme de la Guerre contre le Terrorisme, il est improbable que le Pentagone dépense des ressources et un temps précieux dans un effort qui ne pose pas de menace à la sécurité nationale américaine. Power écrit : « Le gouvernement américain considérera probablement la prévention du génocide comme une tâche qu'il ne peut pas se permettre d'entreprendre tout en essayant de mieux protéger les américains ». ⁵⁰

En outre, 80 pourcents du pétrole du Soudan part en Chine et la Chine a besoin de ce pétrole pour soutenir son économie en expansion constante.⁵¹ Du fait de son implication économique au Soudan, il est improbable que la Chine soutienne un élément de maintien de la paix fort qui pourrait affaiblir le gouvernement soudanais. La Chine souhaite maintenir le statu quo au Soudan de manière à pouvoir continuer à acheter la plupart du pétrole du Soudan. Il est possible que la Chine fournisse une aide militaire importante au gouvernement soudanais afin de garantir ses contrats pétroliers, ce qui envenimerait encore davantage la situation au Darfour. La Chine pourrait utiliser son droit de veto au Conseil de Sécurité pour bloquer toute tentative américaine de donner une légitimité à la zone d'exclusion aérienne et à l'utilisation de contractuels par l'intermédiaire d'une Résolution du Conseil de Sécurité.

Les pays africains qui entourent le Soudan et dominent l'Union Africaine sont opposés à une intervention américaine au Darfour pour des raisons de souveraineté. Une intervention au Soudan violerait la souveraineté du pays, et plusieurs voisins du Soudan, tels que le Tchad et la Libye, qui ne brillent pas en matière de respect des droits de l'homme, pourraient avoir peur que les États-Unis les envahissent ensuite.⁵² Les pays plus petits disposant de ressources nationales

importantes pourraient également craindre, après l'invasion de l'Iraq, qu'une action similaire au Soudan puisse refléter un modèle de impérialisme américain. Straus écrit qu'il existe clairement une « suspicion internationale » qu'une « intervention humanitaire cacherait des intérêts matériels et stratégiques ».⁵³

Il semble improbable que les États-Unis ou tout autre pays envoie des mercenaires et imposent une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour pour arrêter le génocide. Ainsi, le Darfour constitue un excellent exemple de la manière dont la volonté de faire « la bonne

chose » dans des relations internationales a moins d'importance qu'une variété d'éléments importants qui demeurent essentiels à la définition de la politique étrangère américaine.

L'objectif de la politique étrangère américaine n'est pas toujours de faire ce qui est moralement correct. La politique étrangère demeure une projection des intérêts nationaux d'un pays. Cette pierre angulaire de la politique étrangère américaine perdurera probablement et empêchera les États-Unis d'utiliser sa puissance économique et militaire pour mettre un terme aux génocides du 21^{ème} siècle. **MR**

NOTES

1. Samantha Power, "Dying in Darfur," *The New Yorker*, mai 2005.
2. Save Darfur, "Darfur Update—October 2007," <www.savedarfur.org/newsroom/policypapers/september_briefing_paper_the_genocide_in_darfur/> (27 mai 2009).
3. Pour une présentation plus générale du conflit au Darfour, voir le livre de Julie Flint et Alex De Waal, *Darfur: A Short History of a Long War* (London: Zed Books, 2006).
4. Brian Steidle, *Le Diabole Est Arrivé à Cheval*, DVD, dirigé par Ricki Stern et Anne Sundberg (London: Break Thru Films, 2007).
5. Résolution 1769 du Conseil de Sécurité de l'ONU, New York, 2007.
6. Résolution 1769 du Conseil de Sécurité de l'ONU.
7. Lydia Polgreen, "Peacekeeping in Darfur Hits More Obstacles," *The New York Times*, 24 mars 2008.
8. La Chine reçoit 80 pourcents du pétrole du Soudan, tandis que les États-Unis reçoivent le soutien du gouvernement soudanais dans la Guerre contre le Terrorisme.
9. Seuls 9000 des 24000 soldats mandatés par le Conseil de Sécurité avaient été déployés au Darfour en mars 2008.
10. Polgreen.
11. Max Boot a cité un contact à Blackwater comme source de la garantie de succès et du prix pour une telle entreprise.
12. Opération « Provide Comfort », <www.globalsecurity.org/military/ops/southern_watch.htm> (27 May 2009).
13. Opération « Northern Watch », <www.globalsecurity.org/military/ops/northern_watch.htm> (27 May 2009).
14. Unites States Air Force, « U.S. Air Force Combat Command Fact Sheet », <http://en.wikipedia.org/wiki/United_States_Air_Force> (27 mai 2009). Il s'agit du nombre d'avions de combat disponibles en 2008.
15. Commandant Michael V. McKelvey, « Air Power in MOOTW: A Critical Analysis of Using No-Fly Zones to Support National Objectives », Air Command and Staff College (non publié).
16. Scott Straus, « Rwanda and Darfur: A Comparative Analysis ». *Genocide Studies and Prevention* 1 (2006): 41-56.
17. Gouvernement du Soudan.
18. Brian Steidle et Gretchen Steidle Wallace, *The Devil Came on Horseback: Bearing Witness to the Genocide in Darfur* (New York: PublicAffairs, 2007), 161-62.
19. Alan J. Kuperman est professeur à MIT expert en génocides ; Alan J. Kuperman, « The Cases of Rwanda and Soudan », *The Newsletter of Foreign Policy Research Institute* 12 (2007).
20. Selon Nikolas Kristof, les États-Unis pourrait commencer à imposer immédiatement une zone d'exclusion aérienne à l'aide d'avions se trouvant sur des porte-avions, cependant des bases à long terme existent à Abache, au Tchad, et une base de l'U.S. Air Force existe déjà à Djibouti.
21. Steidle et Wallace, 196.
22. Articles sur les zones d'exclusion aérienne, <www.globalsecurity.org/cgi-bin/texis.cgi/webinator/search/?pr=default&order=r&query=no+fly+zone&submit=Submit> (27 mai 2009).
23. McKelvey, 10.
24. Guy Arnold, *Mercenaries: The Scourge of the Third World* (New York: St. Martin's Press Inc., 1999), 114-16.
25. Alex Vines, « The Privatization of Security in Africa » dans *The Privatization of Security in Africa*, ed. Greg Mills and John Stremmler (Johannesburg : South African Institute of International Affairs, 1999), 51.
26. Herbert M. Howe, « Private Security Forces and African Stability: The Case of Executive Outcomes », *Journal of Modern African Studies* 36-2 (1998), 311.
27. Vines, 51.
28. Ibid. Les MI-8 et les MI-17 sont des hélicoptères de fabrication russe modifiés pour des opérations de combat, tandis que les MiG 23 sont des chasseurs-bombardiers.
29. Howe, 325.
30. Vines, 52.
31. Howe, 313.
32. Vines, 52; Howe, 313.
33. Vines, 53.
34. Arnold, 118.
35. Vines, 52.
36. « Security and Foreign Forces: Soudan », *Jane's Online*, <http://www2.janes.com/WW/www_results.jsp> (27 May 2009).
37. Steidle et Wallace, 161.
38. Executive Outcomes n'avait pas besoin de payer ses armes, ses munitions, ses avions ou son carburant pendant ses opérations en Angola ou en Sierra Leone ; ses frais logistiques étaient donc minimaux. Toute société militaire privée au Darfour devrait se procurer elle-même cet équipement crucial, d'où les dépenses plus supérieures. En outre, le coût final serait également augmenté par le besoin d'un nombre plus élevé d'hélicoptères et de drones.
39. Power, « Dying in Darfur ».
40. Polgreen.
41. Samantha Power, « *A Problem From Hell* : America and the Age of Genocide » (New York: HarperCollins Books, 2002), 508.
42. Straus, 51.
43. Ibid.
44. Ibid, 52.
45. Ibid.
46. John M. Broder et David Johnston, « FBI Says Guards Killed 14 Iraqis Without Cause », *The New York Times*, 14 novembre 2007.
47. David Barstow, « Security Firm Says Its Workers Were Lured into Iraqi Ambush », *The New York Times*, 9 avril 2004.
48. Également connu comme la Première Bataille de Fallujah.
49. L'auteur a été informé de cette conversation au cours de sa présentation d'un Cours de Politique Étrangère Américaine à la U.S. Naval Academy. Le commentaire ne peut pas être confirmé et était probablement destiné à ne pas être attribué.
50. Power, « *A Problem From Hell* : America and the Age of Genocide », 512.
51. Steidle.
52. Bien qu'il s'inscrive dans les préceptes d'une version sous forme d'Intervention Humanitaire de la Théorie de la Guerre Juste, il existe un argument légitime selon lequel le fait que le gouvernement soudanais ait commis des crimes contre l'humanité signifie que le Soudan s'est déjà déchu de son droit de souveraineté au Darfour.
53. Straus, 53.